

FRA 110 st

C2

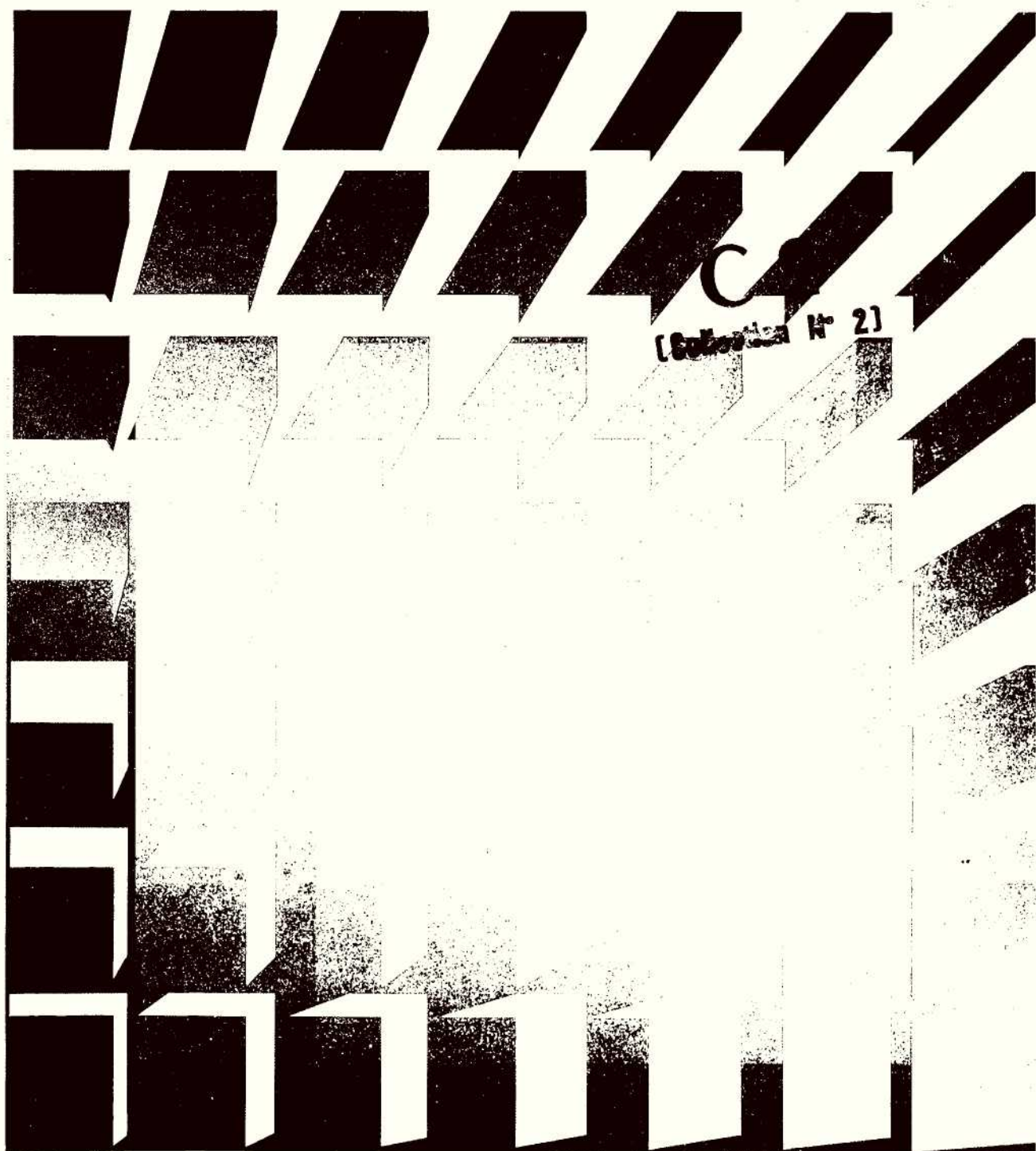
JUILLET 1986

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE

SITUATION
ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

126 B



institut national de la statistique et des études économiques

La revue mensuelle d'information **Économie et statistique** se situe au centre de l'appareil de diffusion de l'INSEE. Sous forme d'études, de dossiers et d'articles accessibles à toute personne s'intéressant à l'économie, elle s'attache à présenter clairement les résultats essentiels obtenus par l'Institut et la statistique française. Elle décrit également l'activité de l'INSEE, fait le point des informations quantitatives et des travaux qui sont ou seront disponibles. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

Économie et statistique

Outil d'information et de réflexion, **Tendances de la conjoncture** est constitué de deux cahiers trimestriels et de plusieurs suppléments. Les **cahiers trimestriels** permettent de remettre à neuf périodiquement le stock des graphiques et des données (cahiers 1 : la conjoncture en 600 séries, graphiques sur dix ans ; cahier 2 : le mouvement économique de la France, 600 séries issues des comptes trimestriels, graphiques sur vingt ans). Trois suppléments complètent cet outil : chaque quinzaine les chiffres indispensables pour les mises à jour des graphiques ; chaque mois un tableau de bord condensé en quelques graphiques essentiels ; chaque trimestre la **Note de conjoncture** présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

Tendances de la conjoncture

Quatre fois par an*, la **Note de conjoncture de l'INSEE** présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

* La note de conjoncture fait aussi partie de l'abonnement à **Tendances de la conjoncture**.

Note de conjoncture de l'INSEE

Les **Informations rapides** constituent un service complémentaire de **Tendances de la conjoncture** : elles livrent dans les meilleurs délais la mise à jour de l'information conjoncturelle la plus récente. De brèves notes, tableaux de chiffres et communiqués (cent cinquante par an) permettent la mise à jour, entre deux parutions, des cahiers de graphiques trimestriels. Le service diffuse également les comptes rendus détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées auprès des industriels, des commerçants et des particuliers (cinquante cahiers par an environ) ainsi que les mises à jour des comptes trimestriels nationaux.

Informations rapides

Les **Collections de l'INSEE** publient, à raison de trois ouvrages par mois en moyenne, les résultats détaillés* des études et des travaux de l'Institut, accompagnés des développements méthodologiques indispensables aux utilisateurs spécialisés. Cette matière est ventilée dans cinq séries distinctes. Série C, **Comptes et planification** : comptabilité nationale, projections, politique économique. Série D, **Démographie et emploi** : structures et évolution de la population totale et de la population active. Série E, **Entreprises** : structures et évolution du système productif industriel, agricole et commercial. Série M, **Ménages** : conditions de vie, consommation et revenus des ménages. Série R, **Régions** : espace économique, aménagement du territoire.

Tous les volumes des Collections de l'INSEE sont disponibles sur microfiche.

* La série « PREMIERS RESULTATS » diffusée gratuitement aux abonnés des « Collections de l'INSEE » permet de disposer rapidement des premiers résultats des enquêtes et travaux réalisés par l'Institut.

Les collections de l'INSEE

Le **Bulletin mensuel de statistique** tient à jour cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale et la démographie (emploi, industrie, commerce, prix, finances...). Ces statistiques recouvrent la France, les pays africains francophones, la Communauté Économique Européenne et divers pays étrangers. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

Bulletin mensuel de statistique

Les **Annales de l'INSEE** publient quatre fois par an les résultats de recherches statistiques et économiques. Elles s'adressent particulièrement aux universitaires et chercheurs qui s'intéressent à la statistique mathématique, à la technique des sondages, à l'économétrie, à la théorie économique quantitative et à la programmation. Elles se proposent de servir au dialogue scientifique entre les cadres de l'INSEE et les spécialistes français ou étrangers des mêmes disciplines. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

Annales de l'INSEE

Sous un titre propre à chaque région, les directions régionales de l'INSEE publient, mensuellement ou trimestriellement, des cahiers sur les caractéristiques économiques, démographiques et sociales de la région et les résultats chiffrés disponibles dans les Observatoires économiques.

Publications régionales de l'INSEE

Ventes et abonnement : voir en fin de ce volume.

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

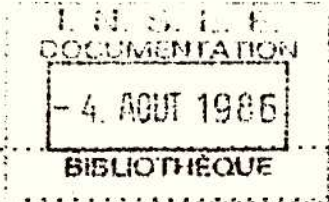
République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

JUILLET 1986

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 30 juin 1986)

		Pages
VUE D'ENSEMBLE		3
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL		7
1. La situation conjoncturelle de nos partenaires commerciaux		
2. Le prix des matières premières		
II. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS		13
1. Les échanges de produits manufacturés		
2. Les échanges énergétiques		
3. Les échanges agro-alimentaires		
4. Le solde des échanges de marchandises et des paiements courants		
5. Les gains de termes de l'échange et le revenu des agents intérieurs		
III. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE		25
1. La politique budgétaire et les finances sociales		
2. Le contexte monétaire et financier		
IV. LES SALAIRES ET LES PRIX		33
1. Le taux de salaire		
2. Les prix de production		
3. Les prix de détail		
V. LA PRODUCTION ET LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES		41
1. La production		
2. Les résultats des entreprises		
3. Les investissements		
VI. L'EMPLOI ET LE CHOMAGE		53
1. L'emploi		
2. Le chômage		
VII. LE REVENU ET LA DEMANDE DES MÉNAGES		59
1. Le revenu et le pouvoir d'achat		
2. La consommation		
3. Le comportement d'épargne		
ANNEXE : Le compte associé		69

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le n° 22 du cahier (bleu) paraîtra le 24 septembre 1986
- Le n° 19 du cahier (vert) paraîtra le 7 août 1986

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par le département de la diffusion de l'INSEE (chef du département : M. Pierre SOUBIE) / Maquette agence : PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE (chef de la section "TENDANCES" : M. Lucien CHAUVET) / Informations générales ci-contre, bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Avertissement

Cette note analyse la situation actuelle de l'économie française et son évolution probable sur le reste de l'année. Elle repose sur un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Tous les chiffres relatifs aux trois derniers trimestres 1986 ont un caractère prévisionnel ; ceux du premier trimestre peuvent n'être encore que provisoires. Les principales hypothèses nécessaires au chiffrage ont été fixées un peu plus d'un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant comme à l'accoutumée conventionnelle.

Conventions

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres, par I, II.

McF : Milliard de Franc (ou giga franc)

MA : Moyenne annuelle

GAt : Glissement annuel trimestriel (4^e trimestre année n /4^e trimestre année $n-1$)

GAm : Glissement annuel mensuel (décembre année n /décembre année $n-1$)

Les chiffres prévisionnels sont imprimés sur une trame grisée dans les tableaux.

Source : La plupart des chiffres cités proviennent de l'INSEE, et notamment des comptes nationaux trimestriels.

Le service de la conjoncture de l'I.N.S.E.E. souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

Conduisant à une redistribution des capacités de financement au profit de pays ayant, dans l'ensemble, de plus fortes propensions à dépenser que ceux de l'OPEP, la baisse des prix du pétrole peut enclencher une reprise durable de la demande mondiale. L'économie française pourra tirer parti de cette situation nouvelle si son appareil productif est en mesure de s'y adapter, aussi bien quantitativement que qualitativement. L'évolution récente met en lumière les problèmes à résoudre pour y parvenir.

Au début de 1986, les effets immédiatement bénéfiques de la chute du prix du pétrole avaient été largement mis en avant pour rehausser les perspectives attendues pour cette année. Dès la fin avril, il apparaissait nécessaire de nuancer ces prévisions trop optimistes. A la fin juin, ce diagnostic plus mesuré se confirme : le Produit intérieur brut marchand n'aurait crû que de 1 % en glissement sur le premier semestre, soit à un rythme inférieur à celui du second semestre 1985. En particulier, la production manufacturière n'aurait crû que de 0,4 %.

Ces évolutions en demi-teinte ne sont pourtant pas propres à la France : la plupart des indicateurs disponibles pour les pays de l'OCDE ne sont pas, au moins au premier trimestre, aussi favorables qu'il n'était généralement attendu initialement. A la forte baisse de la demande de l'OPEP se sont ajoutés les effets d'un hiver froid et d'un réajustement en baisse des stocks lié, en partie, à la baisse du prix des matières premières.

Au second semestre, les prévisions actuelles pour nos partenaires de l'OCDE se fondent toujours sur les conséquences avantageuses de la baisse du prix du pétrole : la répercussion de la baisse des coûts contribuerait à ralentir le rythme d'inflation, provoquant ainsi une hausse de pouvoir d'achat qui relancerait la demande des ménages. Celle-ci stimulerait l'investissement, que faciliterait par ailleurs la baisse des taux d'intérêt. Dans un tel scénario, les perspectives pour nos principaux partenaires commerciaux sont optimistes ; la République Fédérale d'Allemagne, en particulier, connaîtrait au second semestre un taux de croissance de 3,5 % en rythme annuel, selon l'OCDE.

Les perspectives présentées ici pour la France sont moins favorables. Dans l'hypothèse où le prix du baril remonterait pour atteindre en fin d'année un nouveau palier et serait ainsi de 18 dollars en moyenne au second semestre, où le dollar resterait stable à 7,20 francs, et en admettant d'autre part une reprise soutenue de la demande interne de nos principaux partenaires commerciaux, le rythme de croissance du PIB marchand ne connaîtrait pas d'accélération et resterait d'environ 1 % sur le second semestre. Il faut souligner cependant que, sur l'année 1986, la croissance du PIB serait de 2,3 % en moyenne annuelle. Un tel résultat, qui n'avait pas été observé depuis 1979, serait d'autant meilleur que 1986 devrait être une année où la production agricole ne progresse pas.

Alors que le rythme de la croissance resterait le même au premier et au second semestres, on noterait toutefois une modification importante dans la dynamique de celle-ci : de la mi-1985 à la mi-1986, c'est la demande intérieure qui a été l'élément moteur ; au second semestre 1986, les exportations prendraient le relais d'une demande intérieure qui s'essoufflerait.

*

* *

Ce rythme de croissance ne suffit pas à enrayer la baisse de l'emploi, défi majeur de la période actuelle. Néanmoins, il devrait permettre un léger ralentissement de sa dégradation. Dans les secteurs marchands non agricoles, la perte d'effectifs salariés (hors TUC) serait de 40.000 en glissement annuel (compte tenu des effets attendus du Plan d'urgence pour l'emploi des jeunes) contre 50.000 l'année dernière (toujours hors TUC). Quant au chômage, dont la progression reprend depuis le début de l'année sur un rythme d'environ 18.000 par mois, sa croissance pourrait se ralentir quelque peu en fin d'année compte tenu de l'impact du Plan d'urgence pour l'emploi des jeunes et en supposant que le nombre des TUC se stabilise en 1986. Ce sont les adultes et surtout les femmes que touche le plus la reprise du chômage.

*

* *

Les résultats du commerce extérieur de produits manufacturés pour les cinq premiers mois de l'année sont décevants : la poursuite de la forte croissance de la demande des ménages et des entreprises au premier semestre s'est accompagnée d'une poussée de nos importations, tandis que la chute brutale des revenus des pays de l'OPEP et la dégradation de notre compétitivité due à la baisse du dollar pénalisaient nos exportations. Le solde commercial de produits manufacturés sur les deux mois connus du deuxième trimestre 1986 atteint, avec 1,9 MdF seulement d'excédent mensuel moyen, un niveau plus bas qu'à la fin 1982.

Sur la deuxième partie de l'année, dans l'hypothèse où l'accélération de la demande intérieure de nos partenaires européens s'opérerait, et grâce à la fois au tassement de la demande intérieure française et à l'effet de la dévaluation d'avril, les mouvements enregistrés au premier semestre devraient s'inverser : les importations en volume ne progresseraient que de 1,6 % en glissement semestriel (contre 3,5 %) tandis que les exportations connaîtraient une accélération importante (5 % en glissement semestriel). Soutenu, d'autre part, par la reprise de la hausse des termes de l'échange, momentanément interrompue à la suite de la dévaluation d'avril, l'excédent manufacturier retrouverait en fin d'année un niveau comparable à celui de la fin de l'année 1985. L'excédent annuel (CAF-FAB) sur les produits manufacturés devrait s'élever à 65 MdF en 1986, en retrait de 24 MdF par rapport à 1985.

Compte tenu de l'hypothèse retenue sur le prix du baril, la facture énergétique s'élèverait à 106 MdF, en réduction de 75 MdF par rapport à 1985 (cette diminution atteindrait 82 MdF si l'on supposait la stabilité du prix du baril à 15 \$ sur toute la fin de l'année). Ainsi, malgré la réduction de l'excédent manufacturier, et en dépit d'un solde agro-alimentaire moins favorable, la balance commerciale FAB-FAB dégagerait un solde positif de 17 MdF.

*

* *

La consommation a progressé très fortement au premier semestre mais, on l'a vu, ce mouvement s'est en partie traduit par des suppléments d'importations. Le ralentissement très marqué des prix fin 1985 et début 1986 a contribué à une progression sensible du pouvoir d'achat. Cet effet de revenu (qui intègre donc le gain des ménages provenant du surplus pétrolier) se conjugue avec le remboursement de l'emprunt obligatoire (dont une partie est consommée) et à certains effets ponctuels (dont celui de la Coupe du Monde de football sur la consommation d'électronique grand public) pour expliquer ce mouvement.

Les deux dernières causes n'étant plus à l'œuvre au second semestre et la croissance du pouvoir d'achat s'infléchissant jusqu'à devenir négative en fin d'année, la consommation des ménages ne progresserait plus que modérément (0,4 % en glissement sur le semestre). La poli-

tique salariale est supposée rester rigoureuse et celle des revenus sociaux rester fortement encadrée dans un contexte de croissance ralentie des recettes. Compte tenu de la disparition des effets favorables de la baisse des prix des produits pétroliers, les prix de détail croîtraient plus rapidement au second semestre qu'au premier. Ils progresseraient de 2,8 % de décembre 1985 à décembre 1986, dont 1,0 % au premier semestre et 1,8 % au second (1,4 % dans l'hypothèse où le prix du baril serait stabilisé à 15 \$).

*

* *

Le mouvement de reconstitution des profits des entreprises, amorcé depuis 1983 grâce à la politique de rigueur salariale, s'accélère fortement depuis que baisse du dollar et baisse des prix du pétrole se sont conjuguées pour faire décroître le coût des consommations intermédiaires. En effet, les entreprises ne semblent répercuter que partiellement la baisse de leurs coûts sur leurs prix. Ainsi engrangent-elles plus de la moitié des gains obtenus mécaniquement par la baisse du prix du baril.

Pourtant, la progression de l'investissement, encore assez forte au premier trimestre grâce à la diffusion des efforts d'investissement aux petites entreprises et aux secteurs jusqu'ici peu touchés par l'amélioration des situations financières (BTP, services), devrait se modérer au second semestre. Cette évolution reste cependant liée à celle du prix du baril. Une stabilisation de celui-ci pourrait améliorer encore les profits des entreprises et entraîner une nouvelle accélération de leurs investissements. Les entreprises semblent donc doublement prudentes : d'un côté sur leurs prix, de l'autre sur leurs investissements (la part du surplus pétrolier allant aux Sociétés et quasi-sociétés en 1986 représenterait 10 % de leur investissement de 1985).

*

* *

Evolution des prix du pétrole et développement de la demande mondiale de produits manufacturés constituent le contexte d'incertitude dans lequel s'opéreront les choix des entreprises françaises au second semestre.

Le compte prévisionnel présenté ici constitue un scénario de compromis : il suppose une progression soutenue de la demande adressée à la France mais aussi une remontée du prix du pétrole. Le comportement prudent des entreprises décrit dans cette note est dès lors compréhensible, d'autant que si les résultats de leurs comptes d'exploitation s'améliorent spectaculairement (les taux de marge mesurés par le ratio Excédent brut d'exploitation/Valeur ajoutée seraient aujourd'hui aussi élevés qu'avant le premier choc pétrolier), par contre les ratios de bilan (Profit net/Actif net, par exemple) étaient encore en 1985 nettement moins favorables qu'au début des années 1970.

Toutefois, si les entreprises étaient amenées à anticiper une stabilisation durable (voire une poursuite de la baisse) du prix du pétrole et une croissance soutenue de nos partenaires, elles pourraient adopter un comportement de baisse plus marquée de leurs prix de production. Cette stratégie aurait l'avantage d'améliorer – ou tout au moins de ne plus dégrader – notre compétitivité interne et externe tout en relançant la demande des ménages. Il ne faudrait cependant pas oublier que, dans l'état actuel de notre appareil productif, toute relance sensible de la consommation aurait des effets plus importants sur nos importations que sur l'activité interne.

Une vive croissance de l'investissement constitue donc un préalable à toute reprise de la demande intérieure d'autant plus que le retard accumulé au cours des dernières années est important.

Mais il se peut que les conditions actuelles de rentabilité se traduisent par une propension individuelle de chaque entreprise à investir insuffisante par rapport à ce qui apparaît collectivement indispensable pour adapter l'économie française à la croissance de la demande mondiale et permettre ainsi d'entrevoir une issue au fléau du chômage.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois						Taux de croissance en % volume aux prix 1970					
1985						1986					
85.1	85.2	85.3	85.4	GAt	MA	86.1	86.2	86.3	86.4	GAt	MA
-0,2	0,8	1,0	0,6	2,2	1,3	0,2	0,8	0,5	0,5	2,0	2,3
0,7	0,7	4,6	-1,5	4,5	5,2	-0,2	3,4	1,0	0,7	4,9	4,3
0,0	0,8	1,8	0,1	2,7	2,2	0,1	1,4	0,6	0,6	2,7	2,8
1,5	0,1	0,9	1,2	3,7	2,5	0,8	0,9	-0,1	0,5	2,1	2,9
0,0	-0,6	2,0	2,3	3,6	0,6	1,0	1,4	1,4	1,3	5,2	5,8
-0,4	1,8	3,1	0,2	4,8	3,1	0,9	0,0	0,5	0,4	1,8	3,5
dont :											
1,1	0,9	5,1	-0,3	6,9	4,4	2,3	0,1	0,6	0,3	3,3	5,3
-1,2	0,6	-1,2	-0,8	-2,6	-2,5	-0,8	-0,6	-0,1	0,4	-1,0	-2,1
0,1	1,4	-1,1	0,6	1,0	2,4	-1,2	-1,8	2,4	3,1	2,5	-0,3
-0,1	0,6	2,6	0	3,2	2,1	0,4	2,2	0,1	-0,1	2,7	3,6
-0,3	0,3	3,3	0,5	3,9		-0,5	3,7	3,7	2,0	8,8	
PIB marchand											
Importations											
Total des ressources											
Consommation des ménages											
Consommation nette des administrations											
FBCF totale											
. entreprises											
. ménages											
Exportations											
Demande intérieure											
Variations de stocks ^{1/}											

1/ En milliards de francs 1970

Contributions à la croissance du PIB				moyennes semestrielles %		
	85.I	85.II	85	86.I	86.II	86
Solde extérieur	-0,2	-1,2	-0,8	-0,7	-0,1	-1,3
dont :						
. exportations	0,3	0	0,7	-0,5	0,8	-0,1
. importations	-0,5	-1,2	1,5	-0,2	-0,9	-1,2
Demande intérieure hors stocks	1,3	2,2	2,5	1,7	0,8	3,2
dont :						
. consommation des ménages	1,1	1,1	1,8	1,3	0,5	2,1
. FBCF totale	0,2	0,9	0,7	0,2	0,2	0,8
Accroissement du stockage	-0,9	0,7	-0,4	-0,1	0,5	0,4
PIB marchand	0,2	1,7	1,3	0,9	1,2	2,3

